

Attaques graves contre la vie collective des résidents des foyers

L'Adoma devient un marchand de sommeil du 21^e siècle

**RASSEMBLEMENT DEVANT LE SIÈGE
D'ADOMA
VENDREDI 21 AVRIL 2017 A PARTIR DE
16 H
42 rue Cambronne Paris 15^e ; métro Cambronne
(ligne 6)**

L'Adoma (ex Sonacotra) a bâti sa puissance grâce aux travailleurs immigrés des foyers. Aujourd'hui elle multiplie les attaques contre la vie collective des résidents avec une grande brutalité :

- **Dans les FTM (Foyers de Travailleurs Migrants)**, elle ferme ou fait fermer par la police les salles collectives, que ce soit des salles pour la cuisine collective (cuisiner et manger ensemble), l'exercice du culte, la formation informatique, l'alphabétisation, les réunions des associations de développement des pays d'Afrique ... ; c'est scandaleux. Tous les foyers sont concernés, par exemple, le foyer Marc Seguin à Paris 18^e : fermeture de la cuisine collective et du bar puis « *intervention* » policière massive dans le foyer avec rafle de 40 personnes ; le foyer Riquet à Paris 19^e où toutes les salles ont été fermées avec le concours de la police sans aucun dialogue alors que le comité de résidents s'était démené pendant de longs mois pour sécuriser le foyer, chasser les intrus et les dealers... ; le foyer de Sainte-Geneviève-des-Bois (91) ou d'Argenteuil Buttes Blanches dont les résidents vivent dans des chambrettes minuscules de quelques m² et qui résument ainsi leur vie au foyer : ... « *nous n'avons plus que les couloirs* » pour éviter l'isolement et se rencontrer.
Voilà la conception du logement très social de l'Adoma !
- **Dans les nouvelles « résidences sociales » issues de la rénovation des FTM**, suppression des espaces collectifs à Pierrefitte et à Saint-Denis et dans tout le 93, à Clichy et dans tout le 92, à Chevaleret et dans tout Paris, dans le 95, le 91... Au foyer Fort de Vaux (Paris 17^e), une cuisine collective entièrement neuve et aux normes est toujours fermée depuis 3 ans ! Alors que les résidences pour étudiants, pour personnes âgées ou handicapées, pour jeunes actifs... ont des espaces de convivialité et de réunion en nombre (dont tout le monde se félicite) avec droit au culte, les travailleurs immigrés deviennent uniquement de la « *matière payante* » (comme disaient nos rois absolus). De plus dès que les studettes se libèrent, elles sont attribuées à « *d'autres publics* ». Maintenant que le foyer est rénové ou reconstruit, la politique c'est « *sortez travailleurs immigrés de vos foyers maintenant qu'ils sont réhabilités, laissez la place à nos pauvres* ». D'autant que les redevances sont très élevées et que les « *nouveaux publics* » très précaires ont de fortes APL. Il paraît que ce fourre-tout de la misère sociale est un haut lieu de la « *mixité sociale* » !
- **Partout, aucune concertation**, dialogue au point mort. Les responsables ne répondent plus, ni aux courriers, ni aux demandes de RV. Ils signent un protocole (de fonctionnement des conseils de concertation) qu'ils n'appliquent pas. Ils n'appliquent pas non plus ce qui est de leur devoir **légal** de se concerter sur 3 points essentiels (travaux, règlements intérieurs, gestion des espaces communs) avec les délégués des résidents et d'offrir un logement décent.

Cette politique met les résidents en danger. L'Adoma devient un marchand de sommeil du 21^e siècle. Les résidents réclament le droit entier à la vie privée, l'obligation pour l'Adoma de

dialoguer avec leurs comités de résidents et leur coordination et le droit vivre en mutualisant certains services, en ayant des espaces collectifs en nombre pour ne pas être assignés TOUTE LEUR VIE à une studette.

**NON AUX FOYERS-PRISONS
DROIT A L'HABITAT SOLIDAIRE ET COLLECTIF DE
QUALITE
POUR DES RELATIONS DEMOCRATIQUES ET
RESPECTUEUSES ENTRE L'ADOMA ET LES RESIDENTS**

Coordination des foyers Adoma, comités de résidents des foyers Riquet, Pierrefitte, Fort de Vaux, Chevaleret, Masséna, etc. soutenus par Copaf, DAL, Droits Devant !! associations et syndicats de soutien aux travailleurs immigrés ... Contact : 06 64 28 45 40 / 06 48 51 87 37 ; courriel : copaf@copaf.ouvaton.org